

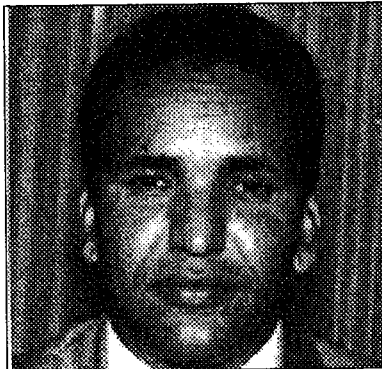
# La sécurité alimentaire demeure d'actualité et une priorité constante des pouvoirs publics

Le Comité de Programmation Alimentaire (CPA) qui regroupe certains départements ministériels et des représentants de partenaires de sécurité alimentaire s'est réuni mardi sous la présidence de M. Ahmedou Ould Ahmedou, ministre du Développement Rural et de l'Environnement, président du comité.

Au cours de cette réunion, le comité a entendu un exposé détaillé présenté par la commission technique issue du CPA relatif à la situation alimentaire dans le pays au cours de la campagne hivernale 2003-2004 à la lumière des rapports techniques des services spécialisés du ministère du Développement Rural, du CSA, de l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire (OSA) et du groupe de travail spécialisée.

Ces rapports ont montré que la pluviométrie a été satisfaisante dans l'ensemble durant le dernier hivernage, la situation des cultures, malgré une bonne année pluviométrique, a souffert de certains phénomènes à savoir le manque de semences traditionnelles au niveau pluvial, la persistance des oiseaux granivores dans l'irrigué, l'inondation de certains périmètres irrigués à cause de la bonne crue et la persistance et la généralisation de la sésamie au niveau du walo.

Sur le plan pastoral, les pâturages sont abondants sur l'ensemble du



territoire et la santé animale a été bonne.

Ce rapport fait ressortir que la production agricole brute a été de 178.333 tonnes ce qui donne en net 132.625 tonnes de céréales et que le déficit net sera de 181.159 tonnes en tenant compte des importations et aides alimentaires prévues.

L'enquête d'identification des communes à risque menée par l'OSA en février et mars 2004, montre que 82 % des communes restent vulnérables.

Toujours selon cette enquête, plus de 813.000 personnes dans le milieu rural auront besoin d'une assistance au cours des prochains mois.

A ceux-ci s'ajoutent les populations pauvres des quartiers périphériques des grandes villes qui sont estimées à 245.000 personnes.

Le rapport souligne que le besoin d'aide d'urgence aux populations

les plus vulnérables au cours de l'année 2004 est estimé à 36.189 tonnes de blé, 5428 tonnes de légumineuses et 2.262 tonnes d'huile.

Compte tenu de l'aide alimentaire programmée par les partenaires (UE et PAM), un reliquat de l'ordre de 18.403 tonnes de blé, 4.536 tonnes de légumineuses et 1.816 tonnes d'huile est à rechercher.

Ouvrant les travaux de ce comité, M. Ahmedou Ould Ahmedou, ministre du Développement Rural et de l'Environnement a rappelé que le problème de sécurité alimentaire demeure d'actualité et une priorité constante des pouvoirs publics en raison du déficit céréalier structurel que connaît le pays. Il a rappelé que c'est ainsi que la stratégie de développement du secteur rural à l'horizon 2015 a intégré d'une façon cohérente la prise en compte de manière durable de la sécurité alimentaire à travers l'accroissement du niveau de l'offre des produits alimentaires et de première nécessité, l'amélioration de l'accessibilité économique des populations à ces produits et la disponibilité matérielle moyennant des infrastructures logistiques et de transport appropriés.